



**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Bureau de la commande publique et des achats (BCPA)
Bureau de la santé des végétaux (BSV)
Service régional de l'alimentation (SRAL) – DRAAF Occitanie

**MARCHÉ RELATIF AUX PRESTATIONS DE TRAITEMENT PHYTOSANITAIRE ET
D'ÉLIMINATION DES VÉGÉTAUX DANS LE CADRE DE LA LUTTE CONTRE LA BACTÉRIE
XYLELLA FASTIDIOSA EN RÉGION OCCITANIE**

PROCEDURE DGAL-2025-006

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun aux 4 lots

Lot 1 : Traitements phytosanitaires et élimination des végétaux hôtes de la bactérie *Xylella fastidiosa* dans les départements de l'Ariège, de l'Aude et des Pyrénées-Orientales

Lot 2 : Traitements phytosanitaires et élimination des végétaux hôtes de la bactérie *Xylella fastidiosa* dans les départements du Gard, de l'Hérault et de la Lozère

Lot 3 : Traitements phytosanitaires et élimination des végétaux hôtes de la bactérie *Xylella fastidiosa* dans les départements de l'Aveyron, du Lot, du Tarn et du Tarn-et-Garonne

Lot 4 : Traitements phytosanitaires et élimination des végétaux hôtes de la bactérie *Xylella fastidiosa* dans les départements de Haute-Garonne, du Gers et des Hautes-Pyrénées

Référence du marché : DGAL-2025-006

CCAG applicable : Fournitures courantes et services (version du 30 mars 2021).

TABLE DES MATIERES

1. Objet et caractéristiques de l'accord-cadre	4
1.1 Objet de l'accord-cadre.....	4
1.2 Montant de l'accord-cadre	4
1.3 Durée de l'accord-cadre	4
1.4 Allotissement.....	5
1.5 Lieu d'exécution des prestations	5
1.6 Tranche optionnelle	5
1.7 Marchés similaires.....	5
1.8 Considérations sociales	6
1.9 Considérations environnementales	6
1.9.1 Communication d'un bilan d'émission des gaz à effet de serre (BEGES)	6
2. Documents constitutifs de l'accord-cadre.....	7
3. Représentation des parties	7
3.1 représentation de l'acheteur.....	7
3.2 Représentation du titulaire	7
4. Modalités d'exécution de l'accord-cadre.....	8
4.1 Mise en place de l'équipe technique.....	8
4.2 Remplacement des intervenants	9
4.4 Délais d'exécution.....	9
4.5 Modifications en cours d'exécution de l'accord-cadre.....	10
4.6 Vérification des prestations	10
Vérifications quantitatives et qualitatives	10
Admission, ajournement, réfaction et rejet.....	10
4.7. Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.....	11
5. Obligations du titulaire	11
5.1 Obligation de conseil.....	11
5.6 Transmission des agréments phytosanitaires et des certificats individuels CERTIPHYTO	12
5.7 Bilan des interventions réalisées.....	12
5.8 Traitement de données à caractère personnel.....	12
5.9 Autres obligations administratives.....	13
6. Considérations financières.....	14
6.1 Forme des prix.....	14
6.2 Contenu des prix.....	14
6.3 Révision des prix.....	14
6.4 Application de la TVA	15
7. Règlement des prestations	15
7.1 Modalités de facturation.....	15
7.2 Délais de paiement et intérêts moratoires	17
7.3 Avance	17

7.4 Répartition des paiements.....	18
7.5 Retenue de garantie, cautionnement et comptable(s) assignataire(s).....	18
7.6 Monnaie.....	18
8. Pénalités.....	19
8.1 Pénalités liées à l'exécution des prestations	19
8.2 Plafonnement des pénalités.....	19
8.3 Seuil d'exonération des pénalités	19
9. Sous-traitance.....	20
10. Résiliation de l'accord-cadre	21
11. Différents.....	21
12. Litiges et contentieux	21
13. Assurances	21
14. Exécution aux frais et risques du titulaire.....	22
15. Modifications financières pour circonstances imprévisibles.....	22
16. Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence.....	23
17. Dérogations au CCAG-FCS.....	26

1. Objet et caractéristiques de l'accord-cadre

1.1 Objet de l'accord-cadre

Le marché a pour objet la réalisation de prestations de traitement phytopharmaceutique et d'élimination sur les foyers de *Xylella fastidiosa* faisant l'objet d'un arrêté préfectoral.

Cet arrêté précise les zones au sein desquelles les mesures obligatoires de lutte en stratégie d'éradication ou en stratégie d'enrayement sont applicables contre la bactérie *Xylella fastidiosa*, parmi lesquelles figurent la désinsectisation ainsi que l'arrachage et la destruction des végétaux contaminés ou susceptibles d'être contaminés par la bactérie, dans un rayon pouvant aller jusqu'à 50 m autour du végétal infecté dans le cas des mesures d'éradication.

La liste des « végétaux spécifiés », dont la sensibilité à des sous-espèces de la bactérie *Xylella fastidiosa* est connue, figure en annexe 1 du règlement d'exécution modifié de la Commission 2020/1201 du 14 août 2020 relatif à des mesures visant à prévenir l'introduction et la dissémination dans l'Union de *Xylella fastidiosa* (Wells et al.).

Cette liste, établie au 14 août 2020 et révisée régulièrement, est susceptible d'évoluer sans qu'un avenant au marché ne soit nécessaire.

1.2 Montant de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu sans minimum.

Les montants estimatifs et maximaux de l'accord-cadre sont les suivants.

	Montant estimatif sur la durée de l'accord-cadre	Montant maximum sur la durée de l'accord-cadre
Lot 1	180 000 €	720 000 €
Lot 2	420 000 €	1 680 000 €
Lot 3	360 000 €	1 440 000 €
Lot 4	240 000 €	960 000 €

Chaque lot de l'accord-cadre cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

1.3 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre prend effet à compter du 12 juillet 2025 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure.

L'accord-cadre prend effet à compter de sa date de notification, pour une durée de vingt-quatre (24) mois hors reconduction éventuelle.

L'accord-cadre est reconductible tacitement deux fois pour une durée de douze (12) mois. La durée totale de l'accord-cadre ne peut excéder quarante-huit-douze (48) mois.

Dans le cas d'une non reconduction, l'acheteur notifie sa décision au titulaire avant la date de fin de validité de l'accord-cadre. Dans ce cas, les bons de commande émis continuent à s'exécuter dans la limite de deux (2) mois après la date de fin de l'accord-cadre.

La non-reconduction de l'accord-cadre ne peut ouvrir droit au profit du titulaire à aucune indemnité de quelque sorte que ce soit, ni à aucun dédommagement.

1.4 Allotissement

L'accord-cadre comporte 4 lots :

- Lot 1 : Traitements phytosanitaires et élimination des végétaux hôtes de la bactérie *Xylella fastidiosa* dans les départements de l'Ariège, de l'Aude et des Pyrénées-Orientales ;
- Lot 2 : Traitements phytosanitaires et élimination des végétaux hôtes de la bactérie *Xylella fastidiosa* dans les départements du Gard, de l'Hérault et de la Lozère.
- Lot 3 : Traitements phytosanitaires et élimination des végétaux hôtes de la bactérie *Xylella fastidiosa* dans les départements de l'Aveyron, du Lot, du Tarn et du Tarn-et-Garonne.
- Lot 4 : Traitements phytosanitaires et élimination des végétaux hôtes de la bactérie *Xylella fastidiosa* dans les départements de la Haute-Garonne, du Gers et des Hautes-Pyrénées.

1.5 Lieu d'exécution des prestations

Les prestations s'exécutent en région Occitanie, selon le périmètre géographique et les modalités d'allotissement mentionnées ci-avant.

1.6 Tranche optionnelle

L'accord-cadre ne comporte pas de tranche optionnelle.

1.7 Marchés similaires

En cas de besoin, et en application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, la personne publique pourra recourir à la passation d'un marché similaire.

1.8 Considérations sociales

Le présent marché comprend une considération sociale comme clause d'exécution.

Egalité entre les femmes et les hommes

Le code du travail impose, aux articles L. 3221-2 et suivants, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes. En cas de violation de cette obligation concernant le personnel affecté à l'exécution de la prestation objet du contrat, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute grave conformément à l'article L2195-3 1° du code de la commande publique, et ainsi mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci.

1.9 Considérations environnementales

Le présent marché comprend des considérations environnementales comme clause d'exécution.

1.9.1 Communication d'un bilan d'émission des gaz à effet de serre (BEGES)

En application de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé des titulaires soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement (personnes morales de droit privé employant plus de cinq cents personnes, notamment) de communiquer à l'acheteur leur BEGES et plan de transition associé. Si tout ou partie de ces documents n'ont pas déjà été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification du marché. Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document. »

1.9.2 Registre des déchets

En application de l'article R541-43 du code de l'environnement, les exploitants des établissements qui produisent ou expédient des déchets doivent tenir à jour un registre où sont consignés tous les déchets sortants.

Ce document, obligatoire, permet d'assurer de manière chronologique la traçabilité des déchets sortant de l'entreprise. Il doit être conservé 3 ans minimum et peut être sous format numérique ou papier. L'arrêté du 31 mai 2021 en fixe le contenu.

2. Documents constitutifs de l'accord-cadre

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, pour chaque lot, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et son annexe financière (bordereau de prix unitaires) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières ;
- le cahier des clauses techniques particulières ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (non fourni) ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification de l'accord-cadre
- l'offre technique (Cadre de réponse technique complétée) et financière (BPU complété) du titulaire éventuellement complété et/ou de la mise au point de l'accord-cadre.

3. Représentation des parties

3.1 représentation de l'acheteur

Dès la notification de l'accord-cadre, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

L'acheteur notifie toute modification de(s) interlocuteur(s) désignés au titulaire.

3.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire.

Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

Mission du mandataire en cas de groupement

Le mandataire représente l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, coordonne les prestations et veille à instaurer une bonne communication entre les membres du groupement et avec le pouvoir adjudicateur.

A ce titre, il reçoit mandat des membres du groupement pour :

- Coordonner l'établissement des dossiers de candidature et les déposer dans les délais et formes prescrits par le dossier de consultation, à partir des pièces remises en temps utile, par les membres du groupement.
- Remettre les offres et de manière générale coordonner l'établissement de tous les documents contractuels, notamment :
 - Faire signer L'accord-cadre et les avenants par chacun des membres.
 - Ou signer L'accord-cadre et les avenants, si le mandataire dispose des pouvoirs nécessaires
- Transmettre au pouvoir adjudicateur les demandes d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement des sous-traitants émanant de chaque membre
- Assurer les missions de coordination portant sur l'ensemble des prestations prévues au marché
- Informer chaque membre du groupement de toute modification du planning et contrôler son application
- S'assurer de l'exécution des prestations dans les délais fixés au marché
- Organiser les réunions nécessaires à la coordination des prestations
- Proposer au pouvoir adjudicateur la réception des prestations.
- Transmettre aux membres concernés les « ordres » émanant du pouvoir adjudicateur ou de son représentant.
- Remettre, au pouvoir adjudicateur, dans les conditions de forme et de délais prévus au marché, les documents dus au titre de ce marché et s'assurer de leur approbation.
- Toute autre communication destinée au pouvoir adjudicateur est transmise exclusivement par le mandataire.
- Réunir, tout ou partie des membres du groupement, sur leur demande ou sur son initiative, chaque fois que nécessaire, pour l'exécution de la mission
- Répartir, s'il y a lieu, les pénalités prévues au marché.
- Archiver les documents régissant les rapports contractuels entre le pouvoir adjudicateur et le groupement.

4. Modalités d'exécution de l'accord-cadre

4.1 Mise en place de l'équipe technique

Le titulaire s'engage à mettre en place, pendant toute la durée de l'accord-cadre public, des intervenants dont les profils doivent impérativement respecter ceux mentionnés dans la composition de l'équipe affectée au projet (représentant du titulaire et son équipe) laquelle figure dans son offre technique.

4.2 Remplacement des intervenants

Le remplacement des intervenants s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

4.3 Émission des bons de commande

L'accord-cadre s'exécute au fur et à mesure de la survenance des besoins, au moyen de commandes émises par la personne publique. Les prestations font l'objet de bons de commande établis par la personne publique sur la base des prix unitaires indiqués dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Les bons de commande présenteront les informations suivantes :

- Le numéro de marché auquel se rattache la commande (référence de la présente procédure et numéro d'engagement juridique CHORUS) ;
- Le numéro du bon de commande (numéro d'engagement juridique CHORUS) ;
- Le nom et les coordonnées du titulaire ;
- Le nom et les coordonnées de la personne habilitée émettrice du bon de commande ;
- La description des prestations à réaliser (numéro de ligne du BPU concerné) et leur nombre ;
- La date de début de prestation et le délai d'exécution souhaité ;
- Le détail des prix unitaires par référence au bordereau des prix ;
- Le montant total de la commande, incluant le prix HT et TTC ainsi que le montant de la TVA ;
- L'adresse de facturation.

En cas de difficultés à honorer une commande, le pouvoir adjudicateur doit en être avisé par courriel, par fax ou par courrier, dans les plus brefs délais.

Les bons de commande peuvent être émis au dernier jour de l'accord-cadre. Le titulaire est tenu d'exécuter les prestations commandées dans un délai maximum de trois semaines.

4.4 Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont fixés dans le cahier des clauses techniques particulières ou, à défaut, dans le bon de commande notifié au titulaire.

Le point de départ du délai d'exécution des prestations court à compter de la notification du bon de commande ou, si cela y est expressément indiqué, à compter de la date figurant dans le bon de commande.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues au CCAG de référence.

4.5 Modifications en cours d'exécution de l'accord-cadre

Pendant l'exécution de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications relatives aux prestations ou accepter les modifications qui lui seraient proposées par le titulaire.

Ces modifications feront l'objet d'un avenant.

4.6 Vérification des prestations

Ces opérations sont effectuées selon les conditions fixées aux articles 22 à 24 et 26 du chapitre V du CCAG-FCS. Par dérogation à l'article 25 du CCAG-FCS, la personne publique ne prononce que des décisions d'admission, ajournement et de rejet.

Le titulaire de l'accord-cadre doit transmettre à la DRAAF SRAL Occitanie un bon de passage détaillé justifiant de son intervention. Celui-ci doit indiquer la date et l'adresse de l'intervention et doit confirmer la conformité aux devis et bons de commande initiaux.

Toute prestation non réalisée ne peut donner lieu à une demande de paiement de la part du titulaire de l'accord-cadre.

Vérifications quantitatives et qualitatives

Toute prestation non conforme aux prescriptions du CCTP est refusée et le titulaire de l'accord-cadre s'engage à effectuer de nouveau la prestation dans un délai raisonnable qui lui sera spécifié sur le bon de commande.

Admission, ajournement, réfaction et rejet

Conformément à l'article 23.2. du CCAG-FCS, les opérations de vérification autres que celles qui sont mentionnées à l'article 23.1. du CCAG-FCS sont exécutées par le pouvoir adjudicateur, dans les conditions prévues à l'article 24 du CCAG-FCS, Le délai imparti au pouvoir adjudicateur pour réaliser les opérations de vérification et notifier sa décision, est de maximum dix (10) jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de passage. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures est réputée acquise.

Le pouvoir adjudicateur prononce :

- soit l'admission des prestations qui répondent aux stipulations de l'accord-cadre (article 25-1 du CCAG FCS) ;
- soit l'ajournement si la prestation n'est pas complète (article 25-2 du CCAG FCS) ;
- soit le rejet s'il estime que la prestation est non conforme à la demande. Dans ce cas, le titulaire est tenu de procéder, sans délai et sans frais supplémentaire, à l'exécution des prestations demandées (article 25-4 du CCAG FCS).

4.7. Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire

Conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, après mise en demeure infructueuse en cours de marché, de faire exécuter aux frais et risques du titulaire défaillant, tout ou parties des prestations n'ayant pas donné satisfaction après constatations contradictoires.

5. Obligations du titulaire

5.1 Obligation de conseil

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies à l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans L'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

5.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

5.3 Obligation de confidentialité

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

5.4 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

5.5 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord-cadre. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

5.6 Transmission des agréments phytosanitaires et des certificats individuels CERTIPHYTO

Chaque fois qu'une autorisation administrative d'exercer ou un agrément est nécessaire, le titulaire fournira au pouvoir adjudicateur, sans que celui-ci ait besoin d'en faire la demande, une copie des autorisations et/ou agréments à chaque échéance. Cette disposition concerne les autorisations et agréments délivrés au titulaire ou à un agent de façon nominative.

A la notification de l'accord-cadre, la DRAAF-SRAL Occitanie doit avoir tous les agréments nécessaires et tous les certificats individuels demandés au CCTP.

5.7 Bilan des interventions réalisées

La DRAAF SRAL Occitanie peut demander au titulaire de produire un tableau sous format tableur, récapitulant toutes les interventions réalisées. Ce tableau de bord peut être co-construit avec le référent de l'accord-cadre et les correspondants du SRAL.

5.8 Traitement de données à caractère personnel

En cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement général sur la protection des données (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016). Il apporte à l'acheteur des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer

clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

5.9 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre doivent être notifiés à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

6. Considérations financières

6.1 Forme des prix

Les prestations seront rémunérées suivant la forme de prix suivante :

Forme de prix	Bon de commandes / Quantité définie	Type de prix unitaire	Type de prix
Prix Unitaires	A bons de commande	Bordereau de prix	Révisables

6.2 Contenu des prix

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations du présent marché, ainsi que les frais de déplacement liés aux interventions sur site ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- le suivi contractuel ;
- le bénéfice du titulaire.

6.3 Révision des prix

Modalités de révision des prix de l'accord-cadre

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois Mo correspondant au mois de la date limite de remise des offres, soit avril 2025.

Le titulaire adresse au représentant du pouvoir adjudicateur du lot concerné au plus tard deux (2) mois avant l'échéance de la période en cours, une proposition de révision des prix. Le titulaire joint à sa demande de révision le bordereau des prix unitaires révisé.

La révision de prix sera ainsi calculée et appliquée à l'ensemble des prix du bordereau des prix unitaires pour les bons de commande émis.

Le pouvoir adjudicateur dispose de quinze jours calendaires pour agréer ou refuser la proposition du titulaire. Passé ce délai, son silence vaut acceptation des nouveaux tarifs.

En l'absence de réception de propositions de révision des prix dans le délai susmentionné, ceux-ci sont maintenus pour un an jusqu'à la date anniversaire suivante.

Les prix sont révisés par application de la formule ci-dessous :

$$P = P_o (I_m/I_o)$$

P = prix révisé

P_o = prix au mois Mo

I_m = valeur de l'index EV2 = Index divers de la construction - Application de produits phytosanitaires connue au moment de la révision des prix

I_o = valeur de l'index EV2 = Index divers de la construction - Application de produits phytosanitaires au mois Mo.

L'indice EV2, identifié sur le site de l'INSEE par le numéro 001711015, est disponible en ayant recours au lien suivant : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001711015>

Périodicité de révision des prix

Les prix sont révisables une fois par an à la date anniversaire du marché.

6.4 Application de la TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

7. Règlement des prestations

7.1 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

7.1.1 Mentions obligatoires

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- le code du service exécutant suivant EALCPCM013
- la référence de l'accord-cadre et des bons de commande (numéros d'engagement juridique)
- la date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire

- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération

71.2 Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée. Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de, soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e3s1/> rubrique « nous contacter »

Quel que soit le mode de transmission, une copie des factures sera également envoyée par mail à l'adresse suivante : sral.draaf-occitanie@agriculture.gouv.fr

En cas de litige sur un règlement, le titulaire pourra s'adresser au service facturier de la personne publique – DRFIP 31 - Tél : 05 61 10 67 00.

7.2 Délais de paiement et intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenue de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

7.3 Avance

Le taux de l'avance est de 10 % ou, le cas échéant de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification des bons de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

7.4 Répartition des paiements

La périodicité des acomptes est fixée à trois mois au maximum.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

La périodicité peut être ramenée à un mois selon les conditions fixées à l'article R.2191-22 du code de la commande publique.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif.

7.5 Retenue de garantie, cautionnement et comptable(s) assignataire(s)

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

L'accord-cadre peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original de l'accord-cadre public revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant de l'accord-cadre.

Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant de l'accord-cadre.

Le comptable assignataire compétent est :

Direction Régionale des Finances Publiques (DRFIP 31)
34 rue des Lois
31039 Toulouse Cedex 9

Le représentant habilité à donner les renseignements prévus à l'article 130 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics est Madame le contrôleur budgétaire et comptable ministériel auprès du Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire.

7.6 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

8. Pénalités

Sauf indication contraire au présent article, les pénalités sont encourues sur simple constatation du pouvoir adjudicateur.

8.1 Pénalités liées à l'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, il sera fait le cas échéant application des pénalités suivantes :

Nature des manquements et retard	Pénalités
Non-respect de la date d'intervention	500,00 € par jour calendaire
Non-respect des délais d'intervention	50,00 € par heure
Non-respect des prestations demandées (base devis et bon de commande)	500,00 € par intervention
Non-respect des règles de sécurité et des usages	200,00 € par manquement
Non-respect d'une obligation liée aux considérations sociales et / ou environnementales	500,00 € par manquement

L'application de ces pénalités fait l'objet d'une analyse par la DRAAF-SRAL Occitanie afin de délimiter les responsabilités du titulaire dans le non-respect de ses engagements.

8.2 Plafonnement des pénalités

Le montant total des pénalités encourues est plafonné à 30 % de la valeur des prestations objet du bon de commande.

8.3 Seuil d'exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS le titulaire est redevable de la totalité des pénalités due.

9. Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande. A défaut de l'avoir produit, le titulaire encourt une pénalité en application des modalités prévues par le CCAG de référence.

En application des dispositions de l'article L.2193-2 du code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par l'acheteur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le sous-traitant de premier rang doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance. Il peut utiliser le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur le site de la DAJ <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>), sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de premier rang.

Le formulaire adapté doit être signé par le titulaire, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang avant sa transmission à l'acheteur (contre récépissé ou lettre recommandée).

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant de second rang et agréer ses conditions de paiement. Le silence de l'acheteur gardé pendant 21 jours à compter de la réception de l'acte spécial de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant de second rang et agrément des conditions de paiement.

Le sous-traitant de premier rang ne peut confier au sous-traitant de second rang la totalité des prestations dont il a la charge.

10. Résiliation de l'accord-cadre

L'acheteur peut résilier l'accord-cadre dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique. L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes des bons de commande en cours, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5%.

11. Différents

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

12. Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le :

Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy
75181 Paris Cedex 04
tél. : 01 44 59 44 00
fax : 01 44 59 46 46

13. Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification des marchés et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

Le montant garanti doit couvrir tous les dommages que l'exécution des prestations peut engendrer.

14. Exécution aux frais et risques du titulaire

L'exécution aux frais et risques s'effectue dans les conditions prévues au CCAG de référence.

15. Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution du contrat, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

16. Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombent, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire. **Le titulaire doit prouver l'impossibilité temporaire de poursuivre l'exécution du marché en apportant la preuve qu'il ne dispose pas de moyens suffisants (ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive).**

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

Suspension à l'initiative de l'acheteur

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet de l'accord-cadre ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

Prolongation du délai d'exécution des prestations

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée de l'accord-cadre ne peut résulter que d'un avenant.

Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation de l'accord-cadre, ou, le cas échéant, du lot concerné, sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques.

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de **20 %** du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées

par l'article 46.2 du CCAG de référence justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure.
Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

Modalités de communications en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf. article « Echanges dématérialisés »).

17. Dérogations au CCAG-FCS

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé
Article 4.6 Vérification des prestations	Article 25
Article 8 : Pénalités	Articles 14.1 – – 14.1.3